

Déclaration de la FNDIRP

Pour la sauvegarde de la solidarité et de la cohésion nationale

La FNDIRP,

- Rappelant son action continue durant les 66 années de son existence en faveur du respect des droits de l'homme, en se fondant sur l'expérience vécue par ses membres dans les prisons et camps nazis, dans l'esprit des appels de Buchenwald et de Mauthausen lors de leur libération ainsi qu'en application de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de tous les traités et conventions qui en sont issus;

- Constate que tous ces textes soulignent l'importance essentielle du respect de la dignité de la personne humaine, un respect qui correspond à une aspiration profonde et universelle, comme l'illustrent notamment les mouvements qui se déroulent au Maghreb et au Moyen Orient;

- Exprime sa vive inquiétude et sa totale réprobation devant une politique aux accents d'extrême droite tendant à la stigmatisation et à l'exclusion de personnes et de familles, dans le déni du respect de leur dignité, en invoquant leur prétendue incompatibilité ethnique, religieuse et culturelle avec le reste de la population et en cultivant ainsi la peur de l'autre, en particulier des Musulmans et des Roms. Cette politique, portant ainsi atteinte à la solidarité et à la cohésion sociale, préconise de fausses solutions aux problèmes auxquels la France est confrontée dans les domaines social, de la sécurité et des flux migratoires;

- Constate que l'histoire de la deuxième moitié du XX^e siècle et de la première décennie du siècle présent a amplement démontré les régressions et les tragédies auxquelles une telle politique peut conduire;

- Lance donc un appel à tous les citoyens, et en particulier à la jeunesse, pour qu'ils agissent en vue de mettre fin à cette politique de stigmatisation et de boucs émissaires qui nourrit les préjugés et les fantasmes, et que soit reconnu et appliqué le respect des droits de l'homme et, en particulier, de la dignité de toutes les personnes, quelle que soit leur origine, et que soit ainsi restauré dans notre pays un climat de confiance et de solidarité (23 mars 2011).